

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE PRIMA

LEGGI E REGOLAMENTI

Règlement régional n° 6 du 21 mai 1998,

autorisation pour l'achat des produits phytosanitaires en application des articles 23 et 24 du D.P.R. n° 1255 du 3 août 1968.

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

promulgue

le règlement dont la teneur suit:

Art. 1^{er}
(Délivrance du permis)

1. Le permis d'acheter des produits phytosanitaires «nuisibles», «toxiques» ou «très toxiques» est délivré, à toutes les personnes âgées de plus de 18 ans qui ont réussi l'examen final du cours de préparation y afférent, par le service régional compétent en matière phytosanitaire et des produits d'origine végétale, appelé par la suite service compétent, indiqué par le Gouvernement régional aux termes de l'art. 8 de la loi n° 45 du 23 octobre 1995, portant réforme de l'organisation de l'administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel.

Art. 2
(Cours de préparation)

1. Le cours de préparation visé à l'art. 1^{er} du présent règlement prévoit 20 heures d'enseignement théorique et pratique, portant sur les matières suivantes:

- a) Toxicologie et questions sanitaires;
- b) Prévention des accidents et sécurité sur les lieux de travail;
- c) Dispositions législatives;
- d) Mode d'emploi des produits visés à l'art. 1^{er};
- e) Protection de l'environnement contre la pollution;
- f) Alternatives à la lutte chimique (lutte intégrée, biologique, mécanique, désorientation sexuelle, etc.);
- g) Rôle des organismes auxiliaires;

PREMIÈRE PARTIE

LOIS ET RÈGLEMENTS

Regolamento regionale 21 maggio 1998, n. 6.

Autorizzazione all'acquisto dei prodotti fitosanitari in applicazione degli articoli 23 e 24 del D.P.R. 3 agosto 1968, n. 1255.

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

promulga

il seguente regolamento:

Art. 1
(Rilascio dell'autorizzazione)

1. L'autorizzazione all'acquisto dei prodotti fitosanitari «nocivi», «tossici» e «molto tossici» è rilasciata, a coloro che hanno compiuto il diciottesimo anno di età e sono risultati idonei all'esame finale seguente al corso specifico di preparazione, dal servizio regionale competente in materia fitosanitaria e di produzioni vegetali, chiamato in seguito servizio di competenza, individuato dalla Giunta regionale ai sensi dell'art. 8 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 (Riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale).

Art. 2
(Corso di preparazione)

1. Il corso di preparazione di cui all'art. 1 prevede 20 ore di lezioni teorico-pratiche vertenti sulle seguenti materie :

- a) aspetti tossicologici e sanitari ;
- b) prevenzione degli incidenti e sicurezza sul lavoro ;
- c) aspetti legislativi ;
- d) modalità per il corretto impiego dei prodotti di cui all'art. 1 ;
- e) protezione dell'ambiente contro l'inquinamento ;
- f) metodi di lotta alternativa a quella chimica (integrata, biologica, meccanica, disorientamento sessuale, ecc.) ;
- g) ruolo degli organismi ausiliari ;

- h) Biologie des principaux parasites;
i) Mécanisme d'action des principaux produits antiparasitaires et effets secondaires.

Art. 3
(Inscription)

1. Les candidats qui désirent s'inscrire au cours susmentionné en vue de l'examen final visé à l'art. 1^{er} du présent règlement doivent présenter leur demande, établie sur le formulaire disponible auprès du bureau compétent, dans le délai visé audit formulaire et fournir la photo d'identité nécessaire à l'établissement du permis.

Art. 4
(Absences)

1. Les absences sont tolérées dans la mesure où elles n'excèdent pas 5 heures, sur les 20 que prévoit le cours. Le candidat qui n'a pas suivi le nombre d'heures de cours nécessaire pour être admis à l'examen visé à l'art. 1^{er} du présent règlement peut compléter sa préparation en suivant un autre cours, durant la même session.

Art. 5
(Examen)

1. Chaque candidat doit répondre à un questionnaire à choix multiple. Il reçoit une fiche de 24 questions et doit fournir un minimum de 19 réponses exactes pour être déclaré reçu à l'examen.

Art. 6
(Permis)

1. Le permis est délivré aux candidats reçus à l'examen visé à l'art. 1^{er}. Conformément à l'annexe n° 1 du présent règlement, ce permis est numéroté et porte mention de l'état civil, de la résidence et du domicile du détenteur. La photo de ce dernier est fixée sur le permis susmentionné et validée par le cachet du service compétent. Ledit permis est signé par le chef de service et a une validité de 5 ans à dater de sa délivrance.

Art. 7
(Modalités de renouvellement du permis)

1. Tous les 5 ans, les détenteurs du permis visé à l'art. 1^{er} du présent règlement doivent suivre un stage de recyclage d'une durée de 12 heures, sanctionné par un examen oral, devant un jury qui décide du niveau du candidat. Pour être admis à ce stage et à l'examen y afférent, le détenteur du permis doit présenter une demande rédigée sur le formulaire prévu à cet effet.

Art. 8
(Stage de recyclage)

1. Le stage en vue du renouvellement du permis d'acheter des produits phytosanitaires comporte 12 heures de cours, théoriques et pratiques, portant sur les matières prévues par

- h) biologia dei principali parassiti ;
i) meccanismi d'azione dei principali prodotti antiparassitari e effetti secondari.

Art. 3
(Iscrizione)

1. I candidati che intendono iscriversi al corso e sostenere l'esame finale di cui all'art. 1 devono presentare domanda su apposito modulo predisposto dal servizio di competenza, nei termini ivi indicati, allegando una fotografia formato tessera, necessaria per il rilascio dell'autorizzazione.

Art. 4
(Assenze)

1. Sono tollerate assenze non superiori alle 5 ore sulle 20 previste. Il candidato che non raggiunge il numero minimo di ore di frequenza al corso per l'ammissione all'esame di cui all'art. 1, può completare la preparazione frequentando un altro corso entro lo stesso ciclo.

Art. 5
(Esame)

1. L'esame consiste nel rispondere ad un questionario a risposte multiple. Ad ogni candidato è consegnata una scheda contenente 24 domande e i candidati sono ritenuti idonei qualora rispondano esattamente ad almeno 19 domande.

Art. 6
(Autorizzazione)

1. Ai candidati che risultano idonei all'esame di cui all'art. 1 è rilasciato un tesserino, conforme all'allegato 1, numerato progressivamente, recante i dati anagrafici, di residenza e domicilio del titolare, corredato di fotografia convalidata con il timbro del servizio di competenza e vidimato dal dirigente. Tale documento ha una validità di 5 anni dalla data del rilascio.

Art. 7
(Modalità per il rinnovo dell'autorizzazione)

1. I candidati che sono già in possesso dell'autorizzazione di cui all'art. 1 sono tenuti, al fine del rinnovo quinquennale, alla frequenza di un corso di aggiornamento di 12 ore al termine del quale la commissione giudicherà l'idoneità del candidato sulla base di un colloquio orale. Per essere ammessi al corso e all'esame finale è necessaria la presentazione di una domanda su apposito modulo.

Art. 8
(Corso di aggiornamento)

1. Il corso di preparazione per il rinnovo dell'autorizzazione all'acquisto dei prodotti fitosanitari si svolge in 12 ore di lezioni teorico-pratiche, vertenti sulle materie di cui all'art. 2,

l'art. 2 du présent règlement et visant, en particulier, à informer l'utilisateur des nouveautés qui ont été introduites pendant les 5 dernières années, sur les plans technique, juridique et sanitaire.

Art. 9
(Absences tolérées lors du stage de recyclage)

1. Les absences sont tolérées dans la mesure où elles n'excèdent pas 3 heures sur les 12 que prévoit le cours. Le candidat qui n'a pas suivi le nombre d'heures de cours nécessaire pour être admis à l'examen visé à l'art. 7 du présent règlement peut compléter sa préparation en suivant un autre cours, durant la même session.

2. La validité du permis est suspendue tant que son détenteur n'a pas réussi l'examen visé à l'art. 7 du présent règlement.

Art. 10
(Renouvellement du permis)

1. Le permis des candidats reçus à l'examen visé à l'art. 7 du présent règlement est renouvelé par l'apposition du cachet du service compétent et la signature du chef dudit service. Il est valable 5 ans, à dater de sa délivrance.

Art. 11
(Echec à l'examen)

1. Le candidat qui échoue à l'examen visé à l'art. 1^{er} du présent règlement ou à celui visé à l'art. 7 a la possibilité de s'y présenter une seconde fois sans être tenu de suivre à nouveau le cours de préparation ou le stage de recyclage.

2. En cas de second échec, le candidat doit obligatoirement suivre de nouveau le cours ou le stage susmentionnés.

Art. 12
(Dispense)

1. Sur présentation de leur diplôme, les ingénieurs agronomes «laureati in scienze agrarie», les techniciens agricoles «diplomati universitari in fitoiatria, periti agrari, agrotecnici» et les diplômés des écoles techniques d'agriculture «scuole tecniche per agricoltura», peuvent être dispensés tant du cours que de l'examen final visés à l'art. 1^{er} du présent règlement.

Art. 13
(Jury)

1. Le jury d'examen se compose de trois membres:

- a) Le responsable du service compétent (ou son délégué), qui fait office de président;
- b) Le responsable de la structure compétente en matière d'hygiène publique de l'U.S.L. (ou son délégué);
- c) Le coordinateur de l'unité chargée de la sécurité sur les lieux de travail (ou son délégué).

mirate in particolar modo a informare l'operatore sulle novità di carattere tecnico, giuridico e sanitario maturate nel quinquennio precedente.

Art. 9
(Assenze tollerate al corso di aggiornamento)

1. Sono tollerate assenze non superiori alle 3 ore sulle 12 previste. Il candidato che non raggiunge il limite minimo di ore di frequenza al corso per essere ammesso all'esame di cui all'art. 7 può completare la sua preparazione frequentando un altro corso entro lo stesso ciclo.

2. Fino a quando il titolare dell'autorizzazione scaduta non abbia superato l'esame di cui all'art. 7, la validità della stessa è sospesa.

Art. 10
(Rinnovo dell'autorizzazione)

1. L'autorizzazione dei candidati che hanno superato l'esame di cui all'art. 7 è rinnovata mediante l'apposizione sul tesserino del timbro del servizio di competenza con la firma del dirigente. Tale documento ha una validità di 5 anni dalla data del rilascio.

Art. 11
(Non superamento dell'esame)

1. Il candidato che non supera l'esame di cui all'art. 1 o l'esame di cui all'art. 7 ha la facoltà di sostenere una seconda prova senza dover frequentare nuovamente un corso di preparazione o un corso di aggiornamento.

2. Nel caso di una seconda prova negativa, il candidato è tenuto a frequentare un altro corso di preparazione o di aggiornamento.

Art. 12
(Esenzioni)

1. I laureati in scienze agrarie, i diplomati universitari in fitoiatria, i periti agrari, gli agrotecnici e i diplomati delle scuole tecniche d'agricoltura, ex scuole tecniche per l'agricoltura sono esentati dal corso e dall'esame finale di cui all'art. 1, previa presentazione del relativo titolo di studio.

Art. 13
(Commissione d'esame)

1. La commissione d'esame è composta da tre membri:

- a) il responsabile del servizio di competenza (o un suo delegato), in qualità di presidente;
- b) il responsabile della struttura competente in materia di igiene pubblica dell'U.S.L. (o un suo delegato);
- c) il coordinatore dell'unità incaricata della sicurezza sul lavoro (o un suo delegato).

Art. 14
(Organisation du cours et du stage)

1. L'organisation du cours et du stage fait l'objet de mesures administratives. La proposition desdites mesures revient au service compétent, en fonction du nombre de demandes qui lui parviennent.

2. L'organisation d'un cours, ou d'un stage, implique un minimum de 20 participants et un maximum de 50.

Le présent règlement sera publié au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de le faire observer comme règlement de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 21 mai 1998.

Le président,
Dino VIÉRIN

Art. 14
(Organizzazione dei corsi)

1. I corsi di preparazione e d'aggiornamento sono organizzati con appositi provvedimenti amministrativi dal servizio di competenza in base al numero di domande presentate.

2. I corsi si svolgono con un minimo di 20 e fino ad un massimo di 50 iscritti.

Il presente regolamento sarà pubblicato sul Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come regolamento della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 21 maggio 1998.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto del Presidente della
Repubblica 3 agosto 1968 n. 1255

Art. 23 – I presidi sanitari appartenenti alla I e II classe possono essere venduti per l'impiego diretto per sé e per conto terzi soltanto a coloro che siano muniti di apposita autorizzazione rilasciata dall'ispettorato provinciale dell'agricoltura.

La presente tessera vale cinque anni dalla data del rilascio.

REGION AUTONOME VALLEE D'AOSTE

Assessorat de l'agriculture, des forêts
et des ressources naturelles
Service phytosanitaire



Autorisation pour l'achat des produits
phytosanitaires appartenant à la I et à
la II classe de toxicité.

N° _____

Nom Cognome..... Prénom Nome..... né(e) à..... le..... nato a il..... résident à residente a..... domicile..... indirizzo consigné le..... rilasciato il.....	Signature du titulaire Firma del titolare _____ Le chef du service phytosanitaire valdôtain Il capo servizio fitosanitario valdostano _____	Valable jusqu'au Valevole fino a Valable jusqu'au Valevole fino a Valable jusqu'au Valevole fino a Valable jusqu'au Valevole fino a Valable jusqu'au Valevole fino a
---	--	---

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Proposition de règlement n° 29

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 3381 du 29.09.1997);
- présentée au Conseil régional en date du 02.10.1997;
- soumise aux Commissions permanentes 3^{ème} et 5^{ème} du Conseil en date du 08.10.1997;
- examinée par la 3^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 29.10.1997 - nouveau texte de la Commission;
- examinée par la 5^{ème} Commission permanente du Conseil – avis en date du 04.11.1997 - nouveau texte de la 3^{ème} Commission;
- approuvée par le Conseil régional lors de la séance du 26.11.1997, délibération n° 2862/X;
- transmise au Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 02.12.1997;
- visé par le Président de la Commission de Coordination de la Vallée d'Aoste en date du 19.05.1998, par rapport aux précisions suivantes présentées par le Président du Conseil régional par lettre réf. n° 3355 en date du 09.05.1998 :

«È senz'altro vero che il D.P.R. n. 1255/1968 e la circolare ministeriale n. 37/1988 contengono una disciplina, peraltro non dettagliata, circa lo svolgimento dei corsi per l'acquisto dei prodotti fitosanitari ma ciò che non è vero è che la Regione sia sprovvista di competenza ad esercitare la potestà regolamentare in materia. Infatti, pur non contenendo il citato D.P.R. alcuna indicazione circa le attribuzioni delle Regioni in materia è necessario sottolineare che la Regione Valle d'Aosta, oltre ad essere dotata di competenza legislativa in materia di agricoltura ai sensi dell'articolo 2, lettera «d» dello Statuto speciale è titolare, altresì di una specifica funzione amministrativa in materia di difesa e lotta fitosanitaria nonché di preparazione professionale degli operatori agricoli e forestali.

Tali funzioni amministrative sono state trasferite alla Regione ai sensi dell'articolo 38, primo comma del D.P.R. n. 182/1982 ragione per la quale la disciplina degli esami per ottenere l'autorizzazione all'acquisto di prodotti fitosanitari non può che essere di competenza regionale e, nell'ambito dell'esercizio delle anzidette funzioni amministrative, potrà scegliere lo strumento ritenuto più idoneo al fine di normare un delicato settore della materia «agricoltura».

Pertanto, anche l'ulteriore osservazione concernente l'eventuale contrasto della disciplina regionale con le previsioni contenute nel D.P.R. n. 1255/1968 e nella circolare del Ministero della Sanità n. 37/1988, perde di rilievo in quanto la competenza legislativa regionale in materia di agricoltura ed il conseguente esercizio delle relative funzioni amministrative non trovano limiti nelle circolari né vi sono disarmonie con le scarse disposizioni del più volte citato D.P.R..»

LAVORI PREPARATORI

Proposta di regolamento n. 29

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 3381 del 29.09.1997);
- presentata al Consiglio regionale in data 02.10.1997;
- assegnato alle Commissioni consiliari permanenti 3^a e 5^a in data 08.10.1997;
- esaminato dalla 3^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 29.10.1997, nuovo testo della Commissione;
- esaminato dalla 5^a Commissione consiliare permanente, con parere in data 04.11.1997, nuovo testo della 3^a Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 26.11.1997, con deliberazione n. 2862/X;
- trasmesso al Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 02.12.1997;
- vistato dal Presidente della Commissione di Coordinamento per la Valle d'Aosta in data 19.05.1998, in relazione alle seguenti precisazioni fornite dal Presidente del Consiglio regionale con lettera prot. n. 3355 del 09.05.1998:

«È senz'altro vero che il D.P.R. n. 1255/1968 e la circolare ministeriale n. 37/1988 contengono una disciplina, peraltro non dettagliata, circa lo svolgimento dei corsi per l'acquisto dei prodotti fitosanitari ma ciò che non è vero è che la Regione sia sprovvista di competenza ad esercitare la potestà regolamentare in materia. Infatti, pur non contenendo il citato D.P.R. alcuna indicazione circa le attribuzioni delle Regioni in materia è necessario sottolineare che la Regione Valle d'Aosta, oltre ad essere dotata di competenza legislativa in materia di agricoltura ai sensi dell'articolo 2, lettera «d» dello Statuto speciale è titolare, altresì di una specifica funzione amministrativa in materia di difesa e lotta fitosanitaria nonché di preparazione professionale degli operatori agricoli e forestali.

Tali funzioni amministrative sono state trasferite alla Regione ai sensi dell'articolo 38, primo comma del D.P.R. n. 182/1982 ragione per la quale la disciplina degli esami per ottenere l'autorizzazione all'acquisto di prodotti fitosanitari non può che essere di competenza regionale e, nell'ambito dell'esercizio delle anzidette funzioni amministrative, potrà scegliere lo strumento ritenuto più idoneo al fine di normare un delicato settore della materia «agricoltura».

Pertanto, anche l'ulteriore osservazione concernente l'eventuale contrasto della disciplina regionale con le previsioni contenute nel D.P.R. n. 1255/1968 e nella circolare del Ministero della Sanità n. 37/1988, perde di rilievo in quanto la competenza legislativa regionale in materia di agricoltura ed il conseguente esercizio delle relative funzioni amministrative non trovano limiti nelle circolari né vi sono disarmonie con le scarse disposizioni del più volte citato D.P.R..»

Le seguenti note, redatte a cura del Servizio del Bollettino ufficiale, ai sensi dell'articolo 7, secondo comma, lettera «g» della legge regionale 29 maggio 1992, n. 19, hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE AL REGOLAMENTO REGIONALE
21 MAGGIO 1998 N. 6.

Nota all'articolo 1:

- ⁽¹⁾ L'articolo 8 della legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45 prevede quanto segue:

«(Individuazione delle strutture e determinazione delle piante organiche)

1. La Giunta regionale istituisce le strutture organizzative dirigenziali, sia permanenti sia temporanee, e ne definisce contestualmente l'articolazione, le competenze, il sistema di interrelazioni ai sensi degli art. 6 e 7.